



Pour nos salaires, nos retraites, l'emploi et le service public SE MOBILISER DU 9 AU 13 DECEMBRE

Les salaires :

Le gel de la valeur du point entamé sous la droite depuis 2013 et poursuivi sans vergogne par François HOLLANDE et le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, conduit à une situation catastrophique et sans précédent pour les personnels de la Fonction publique.

Plus d'1 million d'agents sont payés au SMIC ou en dessous (les dizaines de milliers de temps incomplet imposés) et le début de la catégorie B – en dépit de la mise en place du Nouvel Espace Statutaire – est également rejoint par le salaire minimum.

Quant à la catégorie A, son recrutement s'effectue à peine 10 % au-dessus du SMIC, alors qu'il l'était à 75 % il y a 25 ans !

En parallèle, les déroulements de carrière deviennent de plus en plus étriqués, quand ils ne sont pas devenus quasi inexistantes.

Et enfin, la valeur du point a décroché de 14 % par rapport à l'inflation depuis janvier 2000.

Face à cela, il est évident que ce n'est pas la « réformette » de la catégorie C au 1^{er} janvier 2014 qui est de nature à changer la donne à redonner du pouvoir d'achat aux fonctionnaires.

L'emploi :

Certes, du point de vue de l'emploi public, la politique menée depuis le printemps 2012 a connu quelques inflexions.

Ceci étant, le dogme érigé du « *pas d'augmentation du nombre de fonctionnaires sur l'ensemble de la Fonction publique d'Etat* », et sur la durée de la mandature, conduit de fait à l'aggravation de la situation dans de nombreux ministères, directions et établissements.

Et que dire des hôpitaux publics maintenus dans un état critique du point de vue des effectifs ? Des dizaines de milliers d'emplois supplémentaires sont nécessaires pour assurer la qualité du service public et, pour l'instant, les seules réponses semblent être la poursuite des fermetures et autres restructurations calamiteuses.

S'agissant de la Fonction publique territoriale, le gouvernement ambitionne de contraindre les collectivités à « *rentrer dans le rang* », y compris en matière d'emploi, en conditionnant le versement des dotations budgétaires à des diminutions de masse salariale menée par les collectivités. Ajoutée aux baisses de dotations globales, cette mesure va amplifier le recrutement d'agents non-titulaires au lieu de pourvoir des postes par la liste d'aptitude, développer les externalisations de services et d'une manière générale va entraîner une baisse drastique des effectifs.

Les retraites :

Il ne faut pas craindre parfois de redire les choses.

En l'occurrence, la CGT réaffirme que le dispositif législatif que le gouvernement souhaite mettre en œuvre n'est pas acceptable à double titre :

D'abord, il entérine de fait toutes les nombreuses régressions intervenues ces dernières années et, ensuite, il ne propose, pour l'essentiel, que de nouveaux reculs.

La nouvelle augmentation de la durée de cotisations pour pouvoir prétendre à une retraite à taux plein – 43 ans – va rendre impossible des départs à la retraite avant 63, voire 65 ans pour la majorité de nos concitoyens, pour ne s'en tenir qu'à cet aspect.

En parallèle, les fonctionnaires, suite à la dernière « réforme » FILLON, voient chaque année le taux de leur cotisation pension civile augmenter.

Le service public :

Le gouvernement a beau proclamer que « *la RGPP, c'est fini* », il y a loin des déclarations à la réalité.

De fait, la Modernisation de l'Action Publique (la MAP) ressemble comme deux gouttes d'eau à la RGPP.

La loi HPST n'est nullement remise en cause et continue de produire des effets dévastateurs à l'hôpital public.

L'acte III de décentralisation avec, en particulier, la création des métropoles va accroître les inégalités territoriales et développer une concurrence malsaine et dangereuse.

Et tout cela dans le cadre d'une politique d'austérité sabrant sans cesse et toujours davantage dans les dépenses publiques socialement utiles.

IL FAUT PASSER A L'OFFENSIVE !

⇒ C'est ce que propose la CGT au plan interprofessionnel en organisant une vaste campagne sur le coût du capital qui devra déboucher sur des actions contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires à partir de janvier 2014.

⇒ C'est ce que propose la CGT, la CFDT, la CFTC, la FSU, SOLIDAIRES, la CGC, la FAPFPT et l'UNSA au plan de la Fonction publique en appelant à une semaine de mobilisation du 9 au 13 décembre pour le pouvoir d'achat.

En l'élargissant aux enjeux de l'emploi, de la retraite et du service public, la CGT Fonction publique appelle à organiser toute forme d'action locale durant cette période et de faire converger le maximum d'initiatives sur la journée du 10 décembre.

Enfin, la CGT Fonction publique appelle d'ores et déjà à mettre en débat la journée interprofessionnelle de début 2014 dont la confédération a décidé la construction.

POUR :

- Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice ;
- Le rattrapage des pertes salariales ;
- De meilleurs déroulements de carrière ;
- La fin de l'austérité et l'abondement des moyens pour le service public ;
- Une véritable réforme de progrès pour nos retraites, antinomique des reculs imposés ;
- La fin des suppressions d'emplois et des créations partout où c'est nécessaire.

Agissons ensemble du 9 au 13 décembre 2013

Mettons en perspective l'indispensable développement du rapport de forces.

Montreuil, le 5 décembre 2013